

# Hyperinformation et paralysie collective

**A** la suite du sabotage de la loi sur la promotion de la santé et la prévention, en 2012, puis de celui sur l'alcool, l'an dernier, voilà que s'organise, sous nos yeux, au moyen d'une argumentation à faire frémir tout esprit un peu éclairé, le torpillage de la loi sur les produits du tabac. La Suisse s'enfoncé doucement, sans réaction, dans une régression sanitaire, à contre-courant de ce que la science de la prévention montre comme efficace pour la santé. Elle était déjà dans le peloton de queue des pays de l'OCDE en matière de prévention. La voilà qui s'isole un peu plus dans une culture du déni.

Comme souvent, à l'origine de la manœuvre, on trouve la Commission du Conseil des Etats dite de «la sécurité sociale et de la santé publique». Son nom intègre le mot de santé, c'est vrai. Mais attention: n'allez pas croire qu'il s'agisse de celle des humains. Non, son souci premier, c'est la santé de l'économie et du commerce. L'argumentation médicale lui reste inconnue ou, plus exactement, la dérange. Son discours est construit avec quelques «éléments de langage», mensonges enrobés dans des formules simples transmises telles quelles par les communicateurs des lobbies. Du genre: «Rien ne prouve qu'une interdiction générale de la publicité permette de réduire la consommation de tabac». Or justement oui: c'est une évidence scientifique. Ou encore, cette ridicule comparaison, faite par le PLR Josef Dittli, membre de la fameuse commission, pour défendre la publicité pro-tabac: «On n'interdit pas le marketing pour les voitures dans le but de diminuer les accidents». Les cigarettes sont d'emblée toutes très nocives, ne servent à rien et provoquent une addiction extrêmement puissante. Quel rapport avec les voitures et les accidents?

Il y a une part de l'esprit qui fait le succès de Trump, dans ce petit populisme sanitaire, qui progresse comme une plante grimpante. La santé des citoyens, celle des jeunes en particulier, est balayée comme de la vieille scorie par le refus des contraintes et la promotion souriante de l'économie. Les immenses souffrances qu'entraîne le tabac ne seraient qu'un épiphénomène du nécessaire libéralisme. Personne n'est complètement dupe, dans cette négation de la réalité. Mais l'égoïsme économique se lâche et les politiciens se laissent acheter leur conscience.

Pourquoi, cependant, les parents d'enfants ne bougent-ils pas, pourquoi les médecins eux aussi restent-ils pour beaucoup cois? Semble s'installer, à bien regarder, une forme de lassitude.

C'est comme si l'hyperinformation avait comme conséquence non la mobilisation, mais l'anesthésie émotionnelle et la paralysie collective. Tant de combats sont désormais à mener, si souvent sans espoir justement en raison de leur nombre. Comment trouver une voie d'action qui ait encore du sens, de la cohérence, devant ce chaos mis en permanence sous nos yeux par l'information connectée?

La prévention est une cible classique, mais la régression politique mêlée de mensonge menace tous les domaines où il s'agit de défendre, face à des intérêts économiques, des personnes vulnérables, ou la complexité de l'environnement ou encore le futur de l'aventure humaine. Ni la science ni le savoir ne parviennent à enrayer le phénomène. Chez nous comme ailleurs, la connaissance concernant les pesticides et le Roundup ne change à peu près rien à la pratique. Aucun mouvement d'envergure ne semble venir troubler le lobby routier, malgré le savoir qui s'accumule sur la nocivité des particules fines. De même, nous en savons toujours plus sur le climat ou sur les montages hallucinants des scandales financiers. Avec quelles conséquences?

Au cœur de notre époque se trouve donc un paradoxe. Tout se sait, désormais. Internet et les médias sociaux entraînent une gigantesque diffusion des connaissances. Nous devrions donc évoluer vers une société éclairée et responsable, capable de forcer la politique à la transparence et à une action en faveur du bien commun. Or, non seulement cette amélioration ne se produit pas, mais l'opacité des stratégies de pouvoir grandit. Et les réactions de la population restent rares et d'une efficacité limitée. Autrement dit, pour reprendre les mots de Hubert Guillaud,<sup>1</sup> «la prolifération de l'usage des médias sociaux n'a pas abouti à un changement social significatif». Certes, ces médias fournissent parfois le «carburant des mobilisations spontanées». Mais ce qu'ils ne parviennent pas à entraîner, c'est l'étape suivante, c'est-à-dire «un changement social durable et réfléchi».

Ni les «leaders charismatiques ni les foules anonymes ne semblent désormais en mesure de rendre les grands enjeux suffisamment populaires pour mobiliser et permettre d'agir», affirme Guillaud. D'où une crise du «leadership mondial». Entendons bien: notre époque ne manque pas de chefs. Le problème est que leur autorité repose sur des processus émotionnels, non sur une vision ou un programme. Sans leadership fort, dans un monde dominé par la viralité des informations courtes et des réactions provisoires, comment construire un système reliant les humains? On pourrait certes en appeler à ceux qui possèdent et organisent internet et les réseaux sociaux. Leur demander d'améliorer

leur potentiel de construction communautaire, de création de consensus argumentés. Mais il s'agit là d'un rêve. L'oligarchie qui gère l'information connectée n'a pas ce genre de projet. Son obsession, c'est la compétition, c'est l'amélioration de la consultabilité et la croissance continue des liens faibles et des clics. C'est la captation des esprits et le gavage par la redondance de l'information. Et tant pis si tout cela mène à un monde toujours plus déstructuré.

La médecine préventive dérange. Mais toutes les sciences, qu'elles soient liées à la médecine, à l'environnement ou à d'autres domaines, gênent l'ordre établi. Aux grands troubles actuels, elles suggèrent des réponses sous forme de gigantesques changements de mentalité et de nouveaux modèles sociaux.

La riposte du politique à ces propositions, c'est la mise au secret du savoir. Après la directive sur le «secret des affaires» adoptée par le Parlement européen il y a un mois, la Grande-Bretagne vient d'annoncer son intention de promulguer une loi qui interdit aux scientifiques qui reçoivent des fonds gouvernementaux d'influencer la politique des partis, du Parlement ou du gouvernement.<sup>2</sup> Les scientifiques devront donc cacher leurs recherches dès lors qu'elles concernent des sujets comme les addictions, la pollution, les vaccins ou la réinsertion des prisonniers. Pour le dire crûment: il s'agit d'une loi pro-lobby d'un gouvernement qui n'a pas peur d'afficher son obscurantisme. Le Canada avait voté une pareille loi mais, devant le tollé international, l'a abolie. Aussi progressiste et pro-science soit-elle, la Grande-Bretagne veut tenter cette voie. Et vous allez voir que notre Parlement ne va pas tarder à suivre ce mouvement, histoire de pouvoir régresser sans controverse.

Lisez le texte que vient de publier dans *Le Monde* le lanceur d'alerte qui a livré les Panama Papers.<sup>3</sup> Il est d'une rare intelligence. Il montre comment ce qui mine le monde, c'est «l'érosion totale des standards déontologiques, menant en fin de compte à un nouveau système que nous appelons toujours capitalisme, mais qui se rapproche davantage d'un esclavage économique». «Les contrôles démocratiques ont échoué, l'effondrement est systémique et une violente instabilité nous guette au coin de la rue» ajoute-t-il. Il est temps de penser autrement, et avec courage.

Bertrand Kiefer

<sup>1</sup> Guillaud H. Pourquoi les médias sociaux ne changent-ils pas le monde? <http://internetactu.blog.lemonde.fr/2016/04/30/pourquoi-les-medias-sociaux-ne-changent-ils-pas-le-monde>

<sup>2</sup> Too close to the bone. Editorial, *New Scientist*, 23 avril 2016, p. 5.

<sup>3</sup> «La révolution sera numérique»: le manifeste de John Doe, le lanceur d'alerte des «Panama papers». *Le Monde* du 6 mai 2016.